

## Serval et Barkhane: des interventions aux multiples conséquences

*Gabrielle Goyet\*, Université de Sherbrooke*

### Résumé

En février 2022, la France a officiellement retiré ses forces armées du territoire malien. Cette annonce est survenue un peu plus de 9 ans après le coup d'envoi de la mission Serval au Mali, elle-même suivie de l'opération Barkhane dans le grand Sahel un an plus tard. Ces deux initiatives avaient pour but de lutter contre le terrorisme, notamment en s'attaquant à des groupes djihadistes, dont Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) et Ansar Dine. Si l'arrivée de l'armée française était initialement applaudie, le narratif a connu un revirement important au fil des ans : les soldats français sont rapidement devenus des symboles d'un post-colonialisme, représentant l'ancienne métropole coloniale infiltrée dans les affaires nationales d'une ancienne colonie. Au lendemain du retrait des troupes, il est d'autant plus important de se pencher sur les effets de l'intervention militaire française au Mali, et plus généralement dans la région sahélienne. Les interventions militaires apportent leur lot de conséquences sur le pays hôte, mais également sur les populations locales. On constate donc parmi les grands impacts l'affaiblissement de l'État malien et l'expansion de la crise sécuritaire à l'échelle régionale, mais aussi une restructuration du paysage djihadiste et une dégradation des conditions socio-économiques pour la population. Le retrait des forces françaises laisse

---

\*Biographie: Gabrielle Goyet poursuit actuellement ses études à la maîtrise en études politiques appliquées à l'Université de Sherbrooke, au cheminement en recherche appliquée. Lors des deux prochaines années, elle travaillera à la production de son mémoire de maîtrise qui porte sur la politique étrangère féministe canadienne appliquée au Sahel. Il s'agit d'ailleurs de son ère de prédilection, considérant qu'elle travaille aussi en recherche avec le Professeur Adib Bencherif sur les représentations médiatiques des femmes touaregs en Afrique de l'Ouest.

Biography: Gabrielle Goyet is currently pursuing a master's degree in Applied Political Studies at the University of Sherbrooke, in the Applied Research Stream. For the next two years, she will be working on her master's thesis on Canadian feminist foreign policy as applied to the Sahel. This is her area of preference, considering that she is also working on a research project with Professor Adib Bencherif on media representations of Tuareg women in the Sahel.

donc planer une question particulière : le bilan de Serval et Barkhane s'avère-t-il positif ou négatif pour le Mali?

Mots clés: Mali, Barkhane, Serval, France, contre-terrorisme, interventions, impacts, Sahel

### **Abstract**

In February 2022, France officially withdrew its armed forces from Malian territory. This announcement came just over nine years after the launch of the Serval mission in Mali, which was followed by Operation Barkhane in the greater Sahel a year later. Both initiatives were aimed at fighting terrorism, particularly by focusing on jihadist groups, including al-Qaeda in the Islamic Maghreb (AQIM) and Ansar Dine. While the arrival of the French army was initially applauded, this narrative has undergone a significant reversal over the years: French soldiers quickly became symbols of post-colonialism, representing the former colonial metropolis infiltrating the national affairs of a former colony. In the aftermath of the troop withdrawal, it is critical to consider the effects of the French military intervention in Mali, and more generally in the Sahelian region. Foreign military interventions have consequences for the host country, but also for the local populations. In Mali, the major impacts include the weakening of the Malian state and the expansion of the security crisis to the regional level, but also a restructuring of the jihadist landscape and a deterioration of the socio-economic conditions for the population. The withdrawal of French forces therefore raises a particular question: are the results of Serval and Barkhane positive or negative for Mali?

Keywords: Mali, Barkhane, Serval, France, counterterrorism, armed intervention, impacts, Sahel

## **Introduction**

La géopolitique est un sujet d'étude effervescent : la multitude de conflits, à l'échelle mondiale, ne cesse de nous surprendre. Qu'il s'agisse de luttes pour des ressources énergétiques, de conflits indirects, idéologiques ou même militaires, les enjeux géopolitiques sont aussi variés que nombreux. On peut bien sûr penser à des cas de figure tels que la Guerre froide, ou encore aux récentes querelles sino-américaines. Ces dynamiques sont en constante évolution et bouleversent indéniablement les réalités nationales et régionales. Leurs impacts sont multiples, tant au point de vue de la sécurité des populations locales, des perturbations économiques, ou même des relations diplomatiques. En ce sens, il est important de se poser sur le sujet d'un continent trop peu abordé : l'Afrique. De plus en plus discuté dans les études géopolitiques, ce territoire possède des dynamiques très intéressantes et des situations uniques en raison de son bagage historique.

En effet, les ex-puissances colonialistes exercent toujours un certain joug sur leurs anciennes colonies africaines. Ces liens, qu'ils soient visibles ou non, peuvent avoir un impact considérable sur la réalité des États africains. Pour cette raison, il vaut la peine de se pencher sur un enjeu géopolitique très actuel, soit la lutte contre le terrorisme dans la région du Sahel. La présente analyse tentera donc de répondre à la question suivante : quels sont les effets de l'intervention militaire française au Mali ? Il s'agit d'une interrogation des plus pertinentes, sachant que la France est active au Mali depuis neuf ans, et que les objectifs des missions ne sont toujours pas remplis.

Pour tenter de répondre à la question, plusieurs volets seront abordés. D'abord, un bref portrait de la situation sera brossé. Puis, tour à tour, les impacts de l'intervention militaire française seront adressés sous les plans politique, sécuritaire, social et économique. Notamment, les perceptions locales, ainsi que des statistiques et faits serviront à répondre à la question de la présente recherche. Ces quatre angles d'analyse permettront de voir, à ce jour, quelles sont les grandes répercussions des interventions militaires françaises au Mali.

## **Une situation très complexe**

En ce qui a trait au conflit malien, on ne peut réellement l'analyser sans prendre le temps d'aborder la multitude d'acteurs qui

y sont impliqués. En effet, la situation y est particulièrement complexe en raison du nombre d'acteurs imposant qu'on y retrouve.

De prime abord, on y trouve de nombreux acteurs étatiques. Le Mali, la Mauritanie, le Burkina Faso, le Niger et le Tchad sont tous des États sahéliens bien impliqués dans la dynamique de lutte contre le terrorisme dans la région, et plus spécifiquement sur le territoire malien. Ensemble, ces cinq pays forment le « G5 Sahel », une organisation encourageant la coopération régionale dans une perspective de sécurité et de développement. Outre ces pays africains, on compte aussi la présence française dans la grande région du Sahel. La France possède des activités militaires au Mali depuis 2013, avec la mission Serval, amorcée unilatéralement face à l'inaction du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Charbonneau, 2017). Les motivations françaises reposaient essentiellement sur le rétablissement de la souveraineté de l'État malien sur son territoire, et ultimement, d'y détruire les organisations terroristes. François Hollande (2013) avait alors déclaré que : « Les terroristes doivent savoir que la France sera toujours là lorsqu'il s'agit non pas de ses intérêts fondamentaux mais des droits d'une population, celle du Mali, qui veut vivre libre et dans la démocratie ». La France est toujours présente au Mali à l'heure actuelle, ayant même lancé une seconde mission en 2014, Barkhane, dans une perspective plus régionale (Sonner et Dietrich, 2015, p. 39).

En second lieu, il y a un nombre ahurissant de groupes armés locaux. Dans les plus notables, on retrouve le Mouvement national pour la libération de l'Azawad (MNLA), un groupe ethnonationaliste touareg, séparatiste et laïque, luttant pour un État indépendant de l'Azawad dans le nord du Mali (David, 2013, p. 2). En parallèle, on trouve des mouvances religieuses rattachées aux groupes djihadistes, tels que Ansar Dine, Al-Qaida au Maghreb islamique (AQMI) et le Mouvement pour l'unicité et le djihad en Afrique de l'Ouest (MUJAO). Ces groupes tentent, quant à eux, de s'emparer militairement du Mali et d'établir un État autoritaire fondé sur la charia (David, 2013, p. 2). En plus de ces deux grands types de groupes armés, on retrouve également de nombreuses milices communautaires locales, constituées surtout dans une perspective d'autodéfense. Cela engendre donc un certain flou autour des groupes armés au Mali, rendant la classification très difficile à faire dans les faits, et conséquemment, rendant la lutte au terrorisme très ardue (Tobie, 2019, p. 1).

Dans un troisième et dernier temps, une mission des Nations unies (ONU) est aussi déployée en sol malien. On compte plus de 13 000 Casques bleus envoyés dans la région depuis le lancement de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali (MINUSMA) en 2013 (Charbonneau, 2019, p. 447). Cette mission a pour objectif principal de travailler avec les acteurs locaux au travers de processus et de dynamiques légitimes pour favoriser la paix et la réconciliation. Elle complexifie toutefois les dynamiques internes au pays et dans la région, sachant que son rôle initial est parfois outrepassé, afin de remplir les besoins informationnels de la mission Barkhane.

Ayant pris connaissance de la complexité des acteurs impliqués dans le conflit malien, on se doit également de survoler ses principales causes : dans les faits, on a assisté en 2012 à une conjoncture très particulière, alors que trois crises ont émergé simultanément au Mali (David, 2013, p. 2). D'abord le MNLA a lancé une rébellion touarègue, engendrant une crise sécessionniste au nord du pays, alors que le groupe a pris les armes pour réclamer son droit à l'autodétermination ; par ailleurs, cette crise a été très mal gérée par l'armée malienne, qui n'a su réagir pour limiter l'insurrection. En réaction, certains soldats humiliés ont instauré un coup d'État militaire à l'égard du président Touré, sous prétexte d'une réponse inefficace à la crise sécessionniste. Conséquemment, les rebelles du MNLA ont profité de ce chaos politique pour former une alliance avec le groupe djihadiste Ansar Dine et prendre officiellement le contrôle du nord du Mali. Ultimement, la France a jugé nécessaire d'intervenir, après une invitation du nouveau gouvernement malien, afin de tenter de restaurer la souveraineté étatique du gouvernement malien sur l'ensemble de son territoire, avec la mise en place d'un gouvernement légitime (Hollande, 2013). Le but ultime : se débarrasser de la menace terroriste et « sauver » la démocratie malienne (Charbonneau, 2014, p. 610). Il faut souligner que de nos jours, le MNLA et les groupes djihadistes ne forment plus d'alliance, mais la situation est loin de s'être réglée pour autant.

Ce pullulement d'acteurs témoigne donc très bien de la complexité de la situation au Mali, et plus généralement au Sahel. Trouver une solution mitoyenne entre tous ces groupes et leurs intérêts divergents est pratiquement cause perdue, ce qui explique le peu d'avancées faites depuis 2013. La présence française a toutefois bien brassé les cartes et a engendré des conséquences évidentes dans cette dynamique conflictuelle. Outre le fait qu'un accord fut signé

en 2015 afin de résoudre la situation, et ce, sous les encouragements de la France (Tobie, 2019, p. 1), la situation n'est toujours pas réglée. La présence militaire française au pays a cependant été portée à évoluer au fil des ans. Effectivement, Serval et Barkhane sont deux missions distinctes, ayant eu lieu successivement. En pratique, Serval a été lancée initialement en 2013 en ayant pour but de restaurer l'intégrité territoriale malienne (Charbonneau, 2017, p. 323). Si cette mission a semblé être une réussite à court terme sur le plan sécuritaire en repoussant efficacement les groupes extrémistes, elle n'a toutefois pas réglé les enjeux politiques liés à la crise malienne. Aucune mesure n'avait été mise en place avec Serval pour la stabilisation gouvernementale du Mali, ce qui a engendré à moyen terme des répercussions notables. Comme le souligne Charbonneau : « La recrudescence et l'intensification annuelle des attaques et incidents violents à partir de juin 2014 ont démontré que les racines profondes du conflit au Mali vont bien au-delà d'une menace dite terroriste ou djihadiste » (Charbonneau, 2017, p. 323).

La mission Barkhane a succédé Serval moins d'un mois après son interruption. Cette deuxième version de l'intervention militaire française fut élaborée avec un mandat plus large, comportant également un volet de lutte active contre le terrorisme, mais ne négligeant cette fois pas l'influence du politique pour maintenir une stabilité à long terme. Entre autres, il était prévu d'appuyer la MINUSMA dans ses activités pour faciliter la stabilisation du pays (Charbonneau, 2017, p. 324). Elle a également été conçue pour aborder la lutte contre le terrorisme plus généralement au Sahel, et non pas seulement en territoire malien sachant que les groupes extrémistes ne se limitent pas aux frontières. En ce sens, il est facile de confondre ces deux interventions aujourd'hui, car Barkhane est inévitablement un prolongement de Serval, tout en visant à contrecarrer ses angles morts. Cela ne garantit toutefois pas que cette version revue est sans défauts. En ce sens, il sera intéressant d'observer quels sont les réels impacts de la présence française au Mali.

### **Les impacts politiques**

L'objectif premier des missions Serval et Barkhane étant de restaurer la souveraineté étatique du gouvernement malien sur l'ensemble de son territoire, on peut d'ores et déjà constater un échec majeur au niveau politique : le Mali n'est toujours pas apte à prendre la relève et à rétablir sa souveraineté étatique entière sur son territoire.

L'État malien est beaucoup trop instable pour pouvoir reprendre son pouvoir sur l'ensemble de son territoire alors que les groupes djihadistes sont toujours bien présents (Boutellis, 2021, p. 11). Cette incapacité est intimement liée à une deuxième répercussion politique très ressentie : un sentiment anti-français grandissant (Pérouse de Montclos, 2020). Les causes ne sont toutefois pas exclusives au manque de résultats et au non-règlement de la crise. Pour plusieurs locaux, l'intervention française est synonyme de néocolonialisme à son paroxysme, alors que la majorité des pays du Sahel, dont le Mali, sont d'anciennes colonies françaises. De surcroît, l'inefficacité et l'absence de résultats rendent l'acceptation de la présence française encore plus difficile (Morin, 2021). Même avec un équipement militaire de technologie supérieure, la grande armée française ne sait résoudre le conflit, qui perdure depuis bon nombre d'années. Récemment, ce sentiment anti-français s'est même amplifié, alors que certaines rumeurs commencent à se répandre localement, accusant l'armée française de fournir les groupes djihadistes en armement (Hervouet, 2021). Il s'agit d'une détérioration marquée des liens franco-maliens, alors que l'intervention française était initialement applaudie en 2013 lors du déploiement de Serval (Charbonneau, 2014, p. 611).

On ne peut passer sous silence une deuxième conséquence majeure de l'intervention française au Mali, soit la militarisation intensive qu'a connue la région depuis 2013. Très clairement, le fait d'y introduire plus de 5000 soldats français a entraîné la militarisation du territoire ; mais le Mali s'est par la suite lui-même militarisé, tant au niveau gouvernemental que local. Cela a eu un double effet sur le plan politique. D'une part, la militarisation de l'appareil étatique bloque la transition civile et démocratique du pays. Si la France voulait « sauver la démocratie malienne », le pays a plutôt connu une hausse importante de la présence des militaires dans les gouvernements maliens depuis les interventions françaises, en plus de deux putschs. D'autre part, la militarisation de la région a entraîné une multiplication des groupes armés locaux, dont des milices communautaires. Ces groupes ont acquis une reconnaissance locale à titre de défenseurs et protecteurs, et cela a rendu l'action étatique encore plus difficile dans bien des zones. Un cercle vicieux s'est donc créé : les populations se tournent davantage vers les acteurs non étatiques que vers l'État depuis les interventions françaises, car elles trouvent souvent que le gouvernement n'est pas capable d'agir efficacement, nourrissant un cynisme à l'égard des institutions démocratiques (Tobie, 2019, p. 21).

Il ne s'agit certes pas de la première fois que la France intervient militairement dans un pays, croyant bien faire, mais engendrant des conséquences négatives au niveau politique. En comparaison, le Tchad est le pays qui a connu le plus d'interventions françaises en Afrique postcoloniale (Powell, 2017, p. 57). Selon l'historien et politologue Nathaniel Powell (2017), ces interventions ont joué un rôle central dans l'évolution politique du pays et dans les différents conflits ; l'impact sur la politique et le tissu social du pays a été dévastateur (p. 49). Ce dernier souligne également qu'il faut faire attention au piège sous-jacent aux résultats positifs de courte durée :

Les interventions récentes et continues de la France au Sahel peuvent contribuer à une stabilité éphémère par leur poursuite et leur défaite des rebelles islamistes ; cependant, les interventions elles-mêmes ont précisément soutenu les régimes et les modèles de gouvernance qui contribuent à la désintégration de l'ordre politique de la région (Powell, 2017, p. 66).

Néanmoins, une conséquence positive de l'intervention française au Mali peut être énoncée dans le cadre politique : la hausse de la coopération entre les pays du Sahel. En effet, dès 2013, les États de l'Ouest se sont consultés et ont appuyé l'invitation du Mali envers la France pour une intervention militaire étrangère (Hollande, 2013). Un peu plus tard, puisque l'endigement des djihadistes dans la région est devenu surtout assuré par les militaires français, les pays du Sahel se sont concertés afin de réduire leur dépendance à cette force militaire externe. Ils se sont ainsi rapprochés les uns des autres afin de trouver une solution entre eux, mais toujours soutenue par la France, et ont ainsi fondé le G5 Sahel (Desgrais, 2018, p. 211). Tentant de réduire le plus possible leur dépendance à la mission française, des solutions alternatives ont commencé à émerger, comme le financement de centres pour la prévention de l'extrémisme violent et la déradicalisation, ou encore veiller à un recrutement militaire plus équilibré pour éviter la radicalisation des corps armés (Leymarie, 2018, p. 7), encourageant la création d'une réelle politique régionale sur le plan sécuritaire. Bien que le G5 tarde à faire ses preuves sur le terrain (Bencherif, 2020), il s'agit toutefois d'une étape encourageante dans la discussion et la résolution de la problématique.

## Les impacts sécuritaires

Outre les effets politiques, on dénote aussi d'importants changements au niveau sécuritaire engendrés par la lutte contre-terroriste que fait la France au Mali. Le but de la France demeure de rendre le territoire sécuritaire et viable pour les populations locales, afin qu'elles puissent y vivre en paix. Ironiquement, depuis le début de l'intervention française dans la région, la situation sécuritaire connaît une grave détérioration ces dernières années au centre du pays, bien que la mission Serval ait obtenu un certain succès (Tobie, 2019, p. 12). Notamment, le nombre de décès causés par le conflit au Mali a explosé depuis le déploiement de l'armée française ; la situation est loin de s'être améliorée. Après l'arrivée des Français, le nombre de morts a passé de 881 en 2013 à 1493 en 2020, soit un chiffre 1,6 fois plus élevé (UCDP, 2022). En termes absolus, on voit également que les actes terroristes recensés depuis 2015 sont beaucoup plus nombreux que ceux dans la période pré 2015, et qu'ils ne sont pas moins intenses pour autant (Théry & Dory, 2021). Comme le formule Sonner (2015), analyste des conflits et spécialiste des questions de paix et de sécurité :

Depuis que l'intervention internationale a permis à l'armée malienne d'amorcer son retour au nord, les confrontations avec les groupes armés ont augmenté. Les civils sont régulièrement victimes d'attaques de groupes islamistes armés qui ciblent les forces du gouvernement et des Nations unies avec des mines terrestres et d'autres résidus explosifs de guerre. Les civils sont également victimes de disparitions forcées de la part de groupes armés et des forces du gouvernement (p. 4).

Soulignons cependant qu'on ne peut pas associer hors de tout doute la détérioration de la situation à l'intervention française, puisque les causes sont très probablement multiples ; en revanche, on peut clairement établir que la présence française n'a pas permis d'améliorer le contexte sécuritaire ni au Mali ni dans les pays avoisinants. Le conflit s'est même diffusé plus intensément dans les pays avoisinants depuis 2013, et on assiste à une dégradation de la situation dans l'ensemble du Sahel.

On dénote cependant un deuxième impact majeur engendré par l'intervention française au Mali en termes de sécurité. Celui-ci réside dans la redéfinition des acteurs djihadistes, qui se sont

regroupés et réorganisés en réponse à l'arrivée de l'armée française. En effet, comme le souligne le politologue et africaniste Adib Bencherif (2020), les groupes djihadistes ont été affaiblis par l'arrivée des forces internationales, et ils ont ainsi dû se regrouper dans une logique de survivance. C'est ainsi que, dans une logique de régénérescence, le Groupe de soutien à l'islam et aux musulmans (GSIM) a été créé, aussi connu sous le nom de Jamā'at nuṣrat al-islām wal-muslimīn (JNIM). Le GSIM réunit sous son effigie le MUJAO, AQMI et Ansar Dine. En contrepartie, une autre faction du MUJAO s'est scindée, afin de former l'État islamique dans le Grand Sahara (EIGS), et ainsi changer complètement d'allégeance (Bencherif, 2021b, p. 336). Le *Tableau 1* résume bien de l'évolution des acteurs impliqués au Mali.

*Tableau 1 - récapitulatif des acteurs impliqués au Mali*

	<b>Acteurs étatiques</b>	<b>Groupes armés</b>	<b>Acteurs internationaux</b>
<b>2012-2013</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mali</li> <li>- Mauritanie</li> <li>- Burkina Faso</li> <li>- Niger</li> <li>- Tchad</li> <li>- France</li> </ul>	Groupes djihadistes <ul style="list-style-type: none"> <li>- Ansar Dine</li> <li>- AQMI</li> <li>- MUJAO</li> </ul> Groupes sécessionnistes <ul style="list-style-type: none"> <li>- MNLA</li> </ul> Milices locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MINUSMA</li> </ul>
<b>2021</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Mali</li> <li>- Mauritanie</li> <li>- Burkina Faso</li> <li>- Niger</li> <li>- Tchad</li> <li>- France</li> <li>- Russie</li> </ul>	Groupes djihadistes <ul style="list-style-type: none"> <li>- EIGS – État islamique (ex-faction du MUJAO)</li> <li>- GSIM – Al-Qaida (MUJAO + AQMI + Ansar Dine)</li> </ul> Groupes sécessionnistes <ul style="list-style-type: none"> <li>- MNLA</li> </ul> Milices locales	<ul style="list-style-type: none"> <li>- MINUSMA</li> <li>- G5 Sahel</li> </ul>

Parallèlement, il faut dire que si les attaques n'ont certes pas cessé, la présence des militaires français a également fourni un tout autre type d'arme aux groupes djihadistes : elle leur a offert un moyen de convaincre, de mobiliser les locaux à joindre leur cause. Comme le mentionne Bencherif (2020) :

[...] la présence de forces de sécurité étrangères, plus spécifiquement françaises, entraîne les groupes djihadistes à mobiliser de manière opportuniste des discours anti-impérialistes. Ces récits résonnent avec les imaginaires locaux et peuvent parvenir à convaincre des jeunes Sahéliens de rejoindre le « djihad ».

Les jeunes locaux sont donc de plus en plus mobilisés par les groupes djihadistes, qui adaptent leur stratégie devant l'armée française. Dès lors, le recrutement ciblé prête à un certain renversement des normes coutumières : le rôle d'ainé perd son importance au profit de la valorisation des jeunes et des groupes armés, afin de faciliter le recrutement (Tobie, 2019, p. 26). Enfin, il est donc clair que la présence militaire française a entraîné des répercussions sécuritaires, tant en raison de la détérioration du niveau de sécurité, de la redéfinition interne des groupes djihadistes, qu'aux liens formés entre ceux-ci et les populations locales.

### **Les impacts sociaux**

Relativement aux impacts sociaux, en temps de guerre, force est d'admettre que la population est souvent mise à mal. Les priorités sont détournées vers les enjeux sécuritaires, délaissant trop souvent les besoins de la population. C'est exactement ce qui s'est produit au Mali avec l'arrivée des missions Serval et Barkhane. Avec la hausse de la militarisation dans la région engendrée par le déploiement français, le pays a laissé tomber bien des enjeux sociaux pour prioriser la lutte au terrorisme (Tobie, 2019, p. 11). Le gouvernement malien devant se focaliser sur la lutte antiterroriste, conformément aux demandes françaises, s'est vu négliger ses responsabilités sociales ; il a donc dû laisser place à d'autres acteurs pour remplir ce vide. Entre autres, la MINUSMA s'est occupée du maintien de plusieurs services sociaux alors que le gouvernement se montrait incapable de remplir cette responsabilité. Bien qu'il ne s'agisse pas de son mandat principal, elle a également contribué à un certain support auprès de la population lors de la pandémie de COVID-19.

En réaction, les acteurs non étatiques ont commencé à prendre de plus en plus de place au détriment du gouvernement malien, conséquence de la militarisation de la région. Notamment, pour tous les enjeux de types sociaux, les autorités traditionnelles et coutumières se sont rapidement imposées comme alternative à la gestion inefficace du gouvernement (Tobie, 2019, p. 21). Ces acteurs sont présents dans toutes les sphères de la société, qu'il s'agisse de l'éducation ou de la justice, par exemple. On observe que les locaux accordent très peu de crédibilité au gouvernement dans la gestion sociale, et énormément de crédibilité aux acteurs non étatiques (Tobie, 2019, p. 22). On réalise donc que, non seulement les acteurs non étatiques prennent une plus grande place que l'État, mais la population est elle-même plus encline à aller vers eux lorsqu'ils ont des problèmes dans les régions éloignées, plutôt que d'aller vers le gouvernement (Tobie, 2019, p. 22).

Dans un aspect peut-être plus tangible, la hausse de l'insécurité régionale engendrée par l'arrivée de l'armée française a engendré d'autres problèmes. D'une part, la sécurité alimentaire est particulièrement malmenée, sachant que l'exploitation agricole a été durement affectée par les confrontations sur le territoire (FAO et PAM, 2019, p. 4). Au Mali, l'agriculture vivrière est capitale ; la moindre perturbation peut avoir des effets importants sur les populations locales, qui dépendent de ces cultures pour vivre. Il est toutefois très difficile de maintenir ces activités agricoles lorsqu'on doit se relocaliser. Au Mali seulement, ce sont 358 212 personnes qui ont été relocalisées en raison du conflit, et on considère que près d'un million de Maliens ont besoin d'aide alimentaire (Martin, 2021). D'autre part, on assiste à une dégradation des conditions de vie, mais aussi de la sécurité interne aux communautés. On voit, entre autres, une augmentation des persécutions ethniques, en particulier contre les Maliens arabes et les Touaregs (Sonner et Dietrich, 2015, p. 4). Les violences sexuelles, la criminalité et les tensions intercommunautaires ont également augmenté en conséquence du conflit (Sonner et Dietrich, 2015, p. 4). La militarisation, la confusion et le chaos apportent des débordements à l'échelle locale, très perceptibles par les populations. En ce sens, on voit bien que directement ou indirectement, la présence militaire française a eu de fortes répercussions sur le plan social.

## **Les impacts économiques**

Tout cela considéré, on s'aperçoit qu'il existe également des répercussions importantes sur le plan économique de l'intervention militaire française. De façon très évidente, la mission Barkhane est beaucoup plus onéreuse que prévu, engendrant des dépenses avoisinant les 1 milliard d'euros par an (Mielcarek, 2021). La lutte au terrorisme coûte aussi très cher aux pays locaux, en plus des pertes occasionnées par la situation qui freine l'économie. Les quatre pays considérés comme l'épicentre de l'extrémisme violent en Afrique, à savoir la Libye, le Mali, le Nigéria et la Somalie, ont subi 94 % de l'impact économique du terrorisme (103 milliards \$ US) entre 2007 et 2016 (PNUD, 2019, p. 2). Ce sont des sommes qui ne vont conséquemment plus au développement local et aux services sociaux, mais plutôt au fonds de guerre, aux dépens de la population locale.

Outre cela, la militarisation au Mali a entraîné des répercussions majeures pour la population locale. En effet, les groupes armés non étatiques se sont multipliés au pays depuis 2012 (Tobie, 2019, p. 23). La France a échoué à restaurer la souveraineté étatique malienne dans certaines zones du pays, ce qui a eu pour conséquence une intensification et une diversification de ces groupes armés. En l'absence d'une réelle administration étatique, « les populations se sont tournées vers d'autres "autorités" pour accéder aux services de base, et donc vers une nouvelle offre de gouvernance » (Tobie, 2019, p. 2). Ces groupes armés non étatiques ont donc acquis une forte influence sur les populations particulièrement dans les zones les plus turbulentes au Nord, face à l'incapacité de l'armée française de reconquérir le territoire.

Cette militarisation et ce basculement de la gouvernance, issus d'une absence de résultats pour les missions Barkhane et Serval, ont eu d'autres conséquences plus vastes. En effet, la présence de ces groupes armés non étatiques agit comme un véritable frein pour l'économie du Mali (Tobie, 2019, p. 23). On compte de plus en plus de chômeurs maliens, là où les diplômés deviennent inutiles ; on assiste également à une augmentation drastique des inégalités, alors que les responsables politiques s'enrichissent et font l'étalage de leurs richesses (Macé, 2021). Cela s'explique aussi par le fait que l'économie malienne est basée majoritairement sur le secteur primaire, comme bien des pays du Sahel, alors que plus de 60% de sa population travaille dans le milieu agricole (Banque Mondiale, 2021). Au fil des interventions ciblées par la France sur le

territoire malien et la hausse de l'insécurité, un nombre important de Maliens ont dû se déplacer sur le territoire afin de survivre et de maintenir un certain niveau de sécurité. De ce fait, ils ont quitté des lieux de productions, des terres, qui auparavant contribuaient à l'économie. La production a chuté, et la sécurité alimentaire est encore plus précaire qu'auparavant (FAO et PAM, 2019, p. 4). Une étude relative aux effets du conflit au Mali sur les investissements dans l'agriculture locale montre ainsi que le prix du bétail a explosé, de là à quintupler lorsque les attentats et interventions militaires étaient fréquents (PNUD, 2019, p. 15).

De plus, la militarisation du Mali a eu pour impact la redéfinition des trafics illicites aux frontières, très poreuses. L'État malien et l'armée française ne sont pas à même de s'impliquer aux régions frontalières du Nord, où leur pouvoir d'action est souvent limité par la présence des groupes djihadistes et la forte présence de milices locales. Comme l'estiment Emmanuel Grégoire et Mathieu Pellerin (2019), deux experts des dynamiques sahéliennes :

Cet affaiblissement de la présence étatique au Sahara a eu pour effet de permettre à de nouveaux acteurs de se lancer dans un secteur auparavant partiellement régulé et contrôlé par ces deux États. On observe donc, depuis 2011, une « démocratisation » des réseaux de narcotraffic, singulièrement au Mali avec l'entrée de nouvelles communautés dans cet univers à travers les groupes armés auxquels elles appartiennent (p.165).

Les locaux ne souhaitent donc pas forcément le retour de l'État près des frontières maliennes, car cela serait un frein à l'économie criminelle dans laquelle sont impliqués de nombreux groupes, et sur laquelle une portion de la population se base pour assurer sa survie (Tobie, 2019, p. 23). Alors que les Maliens et Maliennes ne peuvent plus se fier à la stabilité économique du pays et aux moyens conventionnels de gagner de l'argent, ils ne peuvent se permettre de perdre les revenus issus de ces réseaux de trafic, bien qu'ils soient illicites. Notons que l'expansion de ces trafics n'est pas causée directement par l'intervention française, mais que la hausse de la militarisation régionale et de l'instabilité y ont fortement contribué (Bencherif, 2021a, p. 62).

En définitive, on peut dire que l'intervention militaire française Mali a eu des impacts multiples. D'abord, dans un aspect politique,

l'État malien s'est affaibli depuis l'arrivée de la France, engendrant une perte de souveraineté, d'efficacité et de crédibilité. Le statut de la démocratie malienne s'est aussi détérioré, comme les militaires sont de plus en plus nombreux au gouvernement. Puis, sous un point de vue sécuritaire, on peut dire que l'intervention française n'a pas réglé la crise, sachant qu'elle perdure et s'est répandue à plusieurs pays du Sahel dans les dernières années. Les groupes djihadistes se sont restructurés face à l'intervention française pour survivre et s'étoffer, culminant avec l'expansion du territoire djihadiste ; les attaques se sont multipliées, et le nombre de morts par attaque a récemment connu des sommets. Ensuite, dans une perspective sociale, le gouvernement malien a clairement détourné ses priorités vers la lutte contre-terroriste sous les impulsions françaises, aux dépens de sa population locale. La MINUSMA agit depuis en renfort, bien qu'il ne s'agisse pas de sa mission principale, pour soutenir la communauté malienne en termes de services sociaux. Les groupes armés non gouvernementaux occupent également une place de plus en plus importante dans le quotidien de la population, comblant le vide laissé par le gouvernement malien. La crise humanitaire connaît aussi des sommets, sachant que les cultures vivrières sont menacées et que les déplacements internes sont de plus en plus fréquents. Finalement, sur le plan économique, l'intervention a engendré des dépenses faramineuses, tant pour la France que pour les pays du Sahel, qui ont donc dû couper dans d'autres secteurs. Les trafics illicites se trouvent exacerbés par l'incapacité gouvernementale, et la production agricole est en chute libre.

Ultimement, on peut donc dire que, malgré les quelques conséquences positives comme la tentative d'autonomisation des États sahéliens dans le 5G Sahel, les impacts de l'intervention militaire française sont majoritairement négatifs. Alors que la crise perdure toujours, la France tente actuellement de se retirer progressivement, laissant les bases militaires du nord du Mali à l'armée malienne, face à un discours anti-impérialiste grandissant. Ironiquement, les rumeurs laissent croire à un déploiement potentiel des mercenaires russes du groupe Wagner, afin de remplacer la présence française. Devant ce chaos et un nombre croissant d'acteurs impliqués, force est d'admettre qu'il est difficile de demeurer optimiste face à la résolution potentielle de la situation. Quelques auteurs plus confiants offrent malgré tout des pistes de solutions, comme Aurélien Tobie et Boukary Sangaré (2019) qui proposent d'impliquer davantage les citoyens et de recentrer les opérations militaires autour de la protection des civils (p. 28). Une chose est sûre, c'est que la décomplexification du conflit

et un nombre moindre de parties impliquées ne pourraient y être que bénéfiques, bien qu'il s'agisse-là d'une solution quelque peu utopique.

### Liste de références

- Banque mondiale. (2021). Emplois dans l'agriculture (% du total des emplois) - Mali, *Banque mondiale*.  
<https://donnees.banquemondiale.org/indicateur/SL.AGR.EM.PL.ZS?locations=ML&view=chart>
- Bencherif, A. (2021a). Des élites touarègues face aux trafics de drogues. Quelles recompositions morales et sociopolitiques ? *Politique africaine*, 3(163), 61-83.
- Bencherif, A. (2021b). Unpacking “glocal” jihad: from the birth to the “sahelisation” of Al-Qaeda in the Islamic Maghreb, *Critical Studies on Terrorism*, 14(3), 335-353.  
<https://doi.org/10.1080/17539153.2021.1958171>
- Bencherif, A. (2020, 9 janvier). La violence politique au Sahel : une hydre de l'insécurité en construction, *Les Grands Dossiers de Diplomatie*. <https://www.arenion24.news/2020/01/09/la-violence-politique-au-sahel-une-hydre-de-linsecurite-en-construction/>
- Boutellis, A. (2021). *MINUSMA 2021 - Renouveau de mandat en période d'incertitude*, EPON.  
<https://effectivepeaceops.net/wp-content/uploads/2021/05/EPON-MINUSMA-II-Report.pdf>
- Charbonneau, B. et Sears, J. (2014). Faire la guerre pour un Mali démocratique : L'intervention militaire française et la gestion des possibilités politiques contestées. *Canadian Journal of Political Science*, 47(3), 610.
- Charbonneau, B. (2019). Faire la paix au Mali: les limites de l'acharnement contre-terroriste. *Canadian Journal of African Studies / Revue canadienne des études africaines*, 53(3), 447-462. [10.1080/00083968.2019.1666017](https://doi.org/10.1080/00083968.2019.1666017)
- Charbonneau, B. (2017). De Serval à Barkhane : les problèmes de la guerre contre le terrorisme au Sahel. *Les Temps Modernes*, 3(694) 322-340.
- Desgrais, N. (2018). La Force conjointe du G5 Sahel ou l'émergence d'une architecture de défense collective propre au Sahel. *Les Champs de Mars*, 30(1), 211-220.  
<https://doi.org/10.3917/lcdm.030.0211>

- FAO et PAM. (2019). *Évaluation conjointe FAO/PAM du projet «Appui à la résilience des populations vulnérables au nord du Mali»*. <https://www.fao.org/3/ca5186fr/ca5186fr.pdf>
- Figaro. (2019). *Pourquoi l'armée française reste au Sahel et au Mali*, Figaro Live. [https://www.youtube.com/watch?v=sDcf7kVw0iE&ab\\_channe=FigaroLive](https://www.youtube.com/watch?v=sDcf7kVw0iE&ab_channe=FigaroLive)
- Francis, D. (2013). The regional impact of the armed conflict and French intervention in Mali, *Norwegian peacebuilding resource centre*. <https://www.files.ethz.ch/isn/163177/f18726c3338e39049bd4d554d4a22c36.pdf>
- France 24. (2021, 16 novembre), *Après Kidal, la force française Barkhane transfère la base de Tessalit aux Maliens*, France 24. <https://www.france24.com/fr/afrique/20211116-apr%C3%A8s-kidal-la-force-fran%C3%A7aise-barkhane-transf%C3%A8re-la-base-de-tessalit-aux-maliens>.
- Grégoire, E. et Pellerin, M. (2019). Les échanges transsahariens au fil du temps et des aléas politiques. *Hérodote*, 1(172) 153-169.
- Hervouet, V. (2021). Burkina Faso : pourquoi les habitants bloquent les forces françaises de Barkhane. *Europe 1*.
- Hollande, F. (2013). Déclaration présidentielle sur l'intervention militaire au Mali. *Élysée*. <https://www.elysee.fr/front/pdf/elysee-module-12614-fr.pdf>
- France Diplomatie. (2021). *L'action de la France au Sahel*. <https://www.diplomatie.gouv.fr/fr/politique-etrangere-de-la-france/securite-desarmement-et-non-proliferation/crises-et-conflits/l-action-de-la-france-au-sahel/>
- Laserre, I. (2021, 5 décembre), *Au Mali, la France résiste aux mercenaires de Wagner*, *Le Figaro*. <https://www.lefigaro.fr/international/au-mali-la-france-resiste-aux-mercenaires-de-wagner-20211205>
- G5 Sahel, (2020). *Le G5 Sahel*. <https://www.g5sahel.org/le-g5-sahel-2/>
- Leymarie, P. (2018). Une coopération régionale pour s'émanciper de la France. *Le Monde diplomatique*, 772(7).
- Libération. (2021, 11 juin). *Au Mali, un nouveau gouvernement encore dominé par les militaires*. *Libération*. [https://www.liberation.fr/international/afrique/au-mali-un-nouveau-gouvernement-encore-domine-par-les-militaires-20210611\\_KBM65AAI4RBL7EK5QI6H2PO4AM/](https://www.liberation.fr/international/afrique/au-mali-un-nouveau-gouvernement-encore-domine-par-les-militaires-20210611_KBM65AAI4RBL7EK5QI6H2PO4AM/)

- Macé, C. (2021, 4 octobre). Jean-Pierre Olivier de Sardan : « Au Sahel, j'ai rarement observé un tel ras-le-bol à l'égard de l'Occident », *Libération*.  
[https://www.liberation.fr/international/afrique/au-sahel-jai-rarement-observe-un-tel-ras-le-bol-a-legard-de-loccident-20211004\\_GUE2WAUHVVRAXXFCCLAWOYVLC4CI/](https://www.liberation.fr/international/afrique/au-sahel-jai-rarement-observe-un-tel-ras-le-bol-a-legard-de-loccident-20211004_GUE2WAUHVVRAXXFCCLAWOYVLC4CI/)
- Martin, A, (2021). Mali – Rapport de la situation. *Bureau de la coordination des affaires humanitaires*.  
<https://reports.unocha.org/fr/country/mali/>
- Mielcarek, R. (2021, avril). Au Sahel, la France sous-traite sa guerre », *Le Monde Diplomatique*. <https://www.monde-diplomatique.fr/2021/04/MIELCAREK/63002>
- MINUSMA. (2020). *La MINUSMA veille au jour le jour à la protection des civils dans la région de Mopti*.  
<https://minusma.unmissions.org/la-minusma-veille-au-jour-le-jour-a-la-protection-des-civils-dans-la-region-de-mopti>
- Morin. (2021, 29 novembre). Barkhane : le convoi maudit? *WakatSéra*. <https://www.wakatsera.com/barkhane-le-convoi-maudit/>
- Pérouse de Montclos, M-A. (2020, 24 janvier). Sahel : les conséquences de l'intervention militaire française au Mali. *Franceinfo*.  
[https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/sahel-les-consequences-de-l-intervention-militaire-francaise-au-mali\\_3798453.html](https://www.francetvinfo.fr/monde/afrique/burkina-faso/sahel-les-consequences-de-l-intervention-militaire-francaise-au-mali_3798453.html)
- Perspective Monde. (2018). Coup d'état au Mali. *Perspective Monde*.  
<https://perspective.usherbrooke.ca/bilan/servlet/BMEve/1915>
- Powell, N. (2017). Battling Instability? The Recurring Logic of French Military interventions in Africa. *African Security*, 10 (1, 65). <https://doi.org/10.1080/19392206.2016.1270141>
- Programme des Nations unies pour le développement, (2019). *Mesurer les répercussions économiques de l'extrémisme violent à l'origine du terrorisme en Afrique*.  
[https://www1.undp.org/content/dam/undp/library/km-gap/undp-rh-addis Measuring the Economic Impact of Violent Extremism Leading to Terrorism in Africa-FR.pdf](https://www1.undp.org/content/dam/undp/library/km-gap/undp-rh-addis%20Measuring%20the%20Economic%20Impact%20of%20Violent%20Extremism%20Leading%20to%20Terrorism%20in%20Africa-FR.pdf)
- Sonner, H. et Dietrich, K. (2015). *Laissée pour compte : l'impact des trois années de conflit sur la population civile au Mali*.  
[https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2017/08/Civilian\\_Impact\\_of\\_Mali\\_3-Year\\_Conflict\\_FrenchSmall.pdf](https://civiliansinconflict.org/wp-content/uploads/2017/08/Civilian_Impact_of_Mali_3-Year_Conflict_FrenchSmall.pdf)

- Théry, H. et Dory, D. (2021, 7 juin). Attentat de Solhan : quand la cartographie du terrorisme devient prédictive. *Conflits*. <https://www.revueconflits.com/attentat-solhan-herve-thery-daniel-dory-burkina-faso/>
- Tobie, A, et Sangaré, B. (2019). Impacts des groupes armés sur les populations au nord et au centre du Mali. *Stockholm International Peace Research Institute – SIPRI*. [https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910\\_sipri\\_report\\_impacts\\_des\\_groupes\\_armes\\_sur\\_les\\_populations\\_au\\_nord\\_et\\_au\\_centre\\_du\\_mali.pdf](https://www.sipri.org/sites/default/files/2019-11/1910_sipri_report_impacts_des_groupes_armes_sur_les_populations_au_nord_et_au_centre_du_mali.pdf)
- Uppsala Conflict Data Program. (a.d.). Mali. *UCDP*. <https://ucdp.uu.se/country/432>